

« Nos sociétés ne savent plus répartir la richesse »

Un entretien avec Jean Fabre *

Les 1^{er} et 2 mars dernier, la rencontre internationale sur la richesse, organisée autour de la mission de Patrick Viveret, a rassemblé près d'un millier de personnes sous le parrainage du Programme des Nations unies pour le développement.

Jean Fabre, son directeur adjoint, revient ici sur les raisons qui ont poussé le Pnud à s'engager aussi fortement autour de ces enjeux.

TRANSVERSALES SCIENCE CULTURE : Comment le PNUD a-t-il été amené, au fil des ans, à se poser la question de la représentation de la richesse et de ses indicateurs ?

JEAN FABRE : La réflexion sur le développement a longtemps été monopolisée par une approche économiste. Le PIB, la balance des paiements, l'inflation, les réserves de change et autres paramètres du même acabit ont constitué les voyants du tableau de bord à partir duquel sont pilotées nos sociétés. Au bout de trois décennies du développement

proclamées par les Nations unies, nous avons éprouvé le besoin de faire le point et de reconsidérer ce qui faisait autorité en la matière.

Nous avons notamment constaté un écart patent entre ce que disaient les indicateurs économiques officiels et la réalité sociale telle qu'elle était vécue dans les différents pays du globe. C'est ainsi que nous avons voulu déplacer le débat qui tournait autour de la question de savoir ce que possèdent et produisent les sociétés, pour poser une question infiniment plus essentielle à savoir : « Comment vont les gens ? » Examiner comment vont les gens, c'est regarder les possibilités qu'ils ont de se loger, de se nourrir, d'être en bonne santé, mais aussi de s'épanouir, de faire des choix, de maîtriser leur existence...

À partir de là, le PNUD a considéré qu'il ne fallait plus parler de développement (qui, dans l'esprit de beaucoup, ne signifie rien d'autre que « croissance

économique » ou « augmentation de la richesse »), mais plutôt de « développement humain », défini comme un élargissement des choix que les êtres humains peuvent faire dans leur vie.

TRANSVERSALES SCIENCE CULTURE : Et comment en êtes-vous venus à souhaiter quantifier ce développement humain ?

JEAN FABRE : Nous savions que notre réflexion, pour être prise en compte, devait agir sur des ressorts politiques. Cela nous a conduits à choisir de quantifier et de classer les pays. Et c'est ainsi qu'est né, en 1990, l'indicateur de développement humain (IDH), qui nous permet d'évaluer à la fois la façon dont les gens vivent et leurs potentialités. Naturellement, nous en avons vite perçu les limites. Nous avons donc adjoint à l'IDH, au fil des ans, des indicateurs complémentaires : l'indicateur de la pauvreté humaine, un IDH différencié selon

les sexes, un indicateur de participation féminine, un indicateur de développement technologique... En 1991, nous avons même tenté de proposer un « indicateur des libertés humaines », mais cela n'a pas abouti sur le plan scientifique. Les éléments constitutifs de nos indicateurs existent déjà dans diverses statistiques. Ce que nous créons, en fin de compte, c'est un regard différent posé sur ces chiffres. Nous avons pris comme perspective, comme vision du monde, que chaque être humain compte. Ceci nous conduit inévitablement à porter notre attention sur les plus défavorisés. Le changement de regard, avec les mêmes chiffres, fait apercevoir des choses qu'on ne voyait pas avant.

TRANSVERSALES SCIENCE CULTURE :
Par exemple ?

JEAN FABRE : Dans la partie analytique du Rapport mondial sur le développement humain paru en 1995, nous avons choisi de focaliser notre attention sur les contributions respectives des hommes et des femmes à la société. Nous nous sommes alors interrogés sur le rapport au temps et à l'argent des uns et des autres : songez que les trois quarts des activités des hommes, de par le monde, sont rémunérées, alors que cette proportion n'est que d'un tiers pour les femmes... Si l'on prenait en compte toutes les activités qui ne sont pas rémunérées, il faudrait ajouter au PIB mondial de 1995 – 25 000 milliards de dollars – environ 16 000 milliards de dollars, dont 11 000 attribuables aux femmes ! Que de richesses cachées mais essentielles, car sans elles nos sociétés se seraient écroulées depuis longtemps. Il y a urgence à les valoriser et à les prendre en compte tant dans l'action politique

que dans nos comportements individuels.

TRANSVERSALES SCIENCE CULTURE :
Ceci recoupe des pistes explorées par Patrick Viveret. Quelle fut votre réaction en découvrant sa mission ?

JEAN FABRE : Nous en avons tout de suite compris l'intérêt car cela recoupait largement nos préoccupations. Le regard nouveau qu'il faut porter sur la représentation de la richesse et sur la monnaie, que met en évidence le Rapport remis par Patrick Viveret à Guy Hascouët, devrait « passer dans les mœurs » ; cela devrait devenir une sorte de réflexe intellectuel et humain. Ce type de réflexion ne devrait plus sembler extraordinaire, mais au contraire devenir banal... ce qui serait la marque du passage à une autre culture. La mission confiée à Patrick Viveret est importante pour le PNUD car son rôle est de conseiller les gouvernements des pays en développement afin de les aider à vaincre la pauvreté et à contribuer aux objectifs de développement fixés à l'ONU par le Sommet du Millénaire concernant également la malnutrition, la scolarisation des enfants, les ressources naturelles, le SIDA, la mortalité maternelle et infantile, etc. Ce faisant, nous ne sommes pas prescripteurs comme le sont souvent les institutions financières internationales, mais nous préférons faire mûrir les choses chez nos interlocuteurs, en leur présentant une gamme d'options à partir desquelles ils peuvent prendre eux mêmes leurs décisions. La mission Viveret est précieuse à cet égard. Notre façon d'opérer consistant à mettre en réseau les meilleures >

En bref...

RECONSIDÉRER LA RICHESSE

Patrick Viveret poursuit sa mission sur « les nouveaux facteurs de richesse » dans le cadre de la Délégation interministérielle à l'économie sociale et avec le soutien du Programme des Nations unies pour le développement.

Conseil d'orientation

Le Conseil d'orientation créé autour de la mission de Patrick Viveret s'est réuni le 18 juin. Il a décidé de focaliser son action sur la consultation d'experts internationaux afin de renforcer la prise de conscience dans notre pays. Objectif : convaincre les pouvoirs publics français de l'intérêt d'un rapport national sur le développement humain.

Collectif du 31 mars

Le collectif associatif créé autour de la question de la richesse a décidé de développer l'aspect pédagogique de son travail. Des formations seront lancées à l'automne pour approfondir les connaissances des acteurs civiques et sociaux déjà sensibilisés à cette approche.

Rencontre au Québec

Du 13 au 17 juin, Patrick Viveret a participé au Québec à la rencontre du collectif pour une loi sur l'éradication de la pauvreté. L'occasion d'un nouvel échange d'outils et de pratiques entre les deux démarches.

>connaissances, pratiques et réflexions pour les rendre accessibles aux pays en développement, ce travail de recherche à la pointe de l'innovation au sein même d'une administration d'un pays à haut niveau de développement humain, constitue une référence à ne pas manquer.

TRANSVERSALES SCIENCE CULTURE :
Quel en est l'impact auprès des gouvernements ?

JEAN FABRE : Les choses avancent, et nous voyons parfois des réformes concrètes se mettre en place, comme au Brésil où ces réflexions ont amené à modifier la répartition des moyens entre les États qui constituent le pays. Mais globalement, ne soyons pas naïfs : si les États nationaux s'étaient véritablement approprié la perspective du développement humain, nous serions parvenus à l'équité au niveau mondial ! On en est très loin... Toutefois, la partition est en train de s'écrire. Chaque année, lorsque nous sortons le Rapport mondial sur le développement humain, tout le monde, ou presque, applaudit. Je préférerais pour ma part qu'on nous encense un peu moins et qu'on ouvre un peu plus le débat, voire la polémique puisque, si le monde est tel qu'il est, c'est que tous ne sont pas d'accord avec nos propositions. Cela pourrait déboucher sur des réformes plutôt que sur des compliments ! Le vrai problème, c'est qu'il y a un écart énorme entre ce qui se dit et ce qui se fait. L'article 1 de la Déclaration universelle des droits de l'homme proclame que « tous

les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. »

Quand on voit que les trois plus grosses fortunes de la planète possèdent autant que ce que gagnent en un an les 600 millions de personnes qui peuplent les 49 pays les plus pauvres, on se demande si nous prenons ce texte fondamental

de l'humanité au sérieux. Bill Gates a mis 24 milliards de dollars dans une Fondation qui fait des choses extrêmement utiles (en matière de lutte contre le sida, notamment). C'est formidable, mais qu'est-ce qui légitime le fait qu'une personne puisse amasser autant d'argent – et qu'est-ce qui légitime que deux milliards de personnes n'aient pas accès à l'électricité et encore moins à l'informatique, qui fait la richesse d'un homme plus puissant que plusieurs États ?

La mission Viveret, comme le Rapport mondial sur le développement humain, ont le mérite de poser la question fondamentale de nos valeurs. Nos sociétés sont tombées dans une véritable théologie de la compétition : c'est la règle du « chacun pour soi ». On propose à nos enfants d'être des gladiateurs du berceau jusqu'à la tombe.

Si nous pensons que chaque être humain compte, nous devons opposer un autre système de valeurs. La chance que nous avons, dans ce moment historique, c'est que nous sommes la première génération dans l'histoire à devoir repenser le pacte économique, le pacte social et le pacte environnemental au plan mondial, non par libre choix mais par nécessité. Le débat sur

les valeurs qui sous-tendent ces pactes devra donc bien avoir lieu.

Il faut bien voir que les situations d'urgence, comme l'exigence de survie, peuvent faire changer la culture et les valeurs très rapidement. Quand en Argentine on compte aujourd'hui une quinzaine de monnaies parallèles à la monnaie officielle, et que certains gouvernements régionaux les soutiennent ouvertement, il y a là une pratique qui parle plus fort que bien des proclamations.

Le principal blocage de nos sociétés, c'est le refus de s'attaquer à la répartition des richesses.

Il y a comme un blocage intellectuel là-dessus. Ne pas poser la question de la répartition des richesses, c'est pourtant ne pas reconnaître l'égalité des droits et de la dignité de chacun. Le débat sur les retraites dans les pays riches est exemplaire à cet égard. En quoi une proportion plus grande d'inactifs par rapport aux actifs serait-elle « insupportable » pour nos sociétés, alors même que la montée exponentielle de la productivité déverse sur les marchés des quantités de biens et services par tête d'habitant chaque jour plus grandes ?

Parce que l'on ne veut pas poser la question du droit d'accès à la richesse – donc de la légitime répartition des fruits du travail pour répondre aux besoins de tous et de chacun – on consacre le principe de l'échange inégal et l'on propose de financer les retraites par les fonds de pension, avec la course au rendement spéculatif que cela suppose. Ce faisant, on ne sort pas de la logique qui fait

de l'être humain un loup pour l'être humain... On retrouve cette même logique de l'illusion de faire le bonheur de tous en légitimant l'appropriation plutôt que le partage, quand on constate la baisse de l'aide publique au développement, comme si le sort de peuples situés hors d'un périmètre national était sans importance, et comme si nous n'étions pas entrés dans l'ère de l'interdépendance planétaire. La richesse est bien une question centrale sur laquelle il faut réfléchir, qu'il s'agisse de ce que l'on identifie et comptabilise comme telle ou de sa répartition nationale, mondiale, et entre générations.

TRANSVERSALES SCIENCE CULTURE : Comment jugez-vous le fait qu'aucun pays du Nord ne publie de rapport national sur le développement humain, comme le font certains pays du Sud ?
JEAN FABRE : C'est dommage, mais cela ne dénote pas forcément un manque d'intérêt pour la place des êtres humains. Prenez l'exemple du Danemark : ce pays ne publie pas, lui non plus, de rapport national sur le développement humain, mais les moyens de transports écologiques y sont fortement encouragés, la pauvreté y est presque absente en raison des mécanismes sociaux en place, l'égalité entre les sexes a bien progressé, et ce pays consacre 1 % de son PIB à l'aide au développement. Ce n'est pas un hasard si la conférence des Nations unies sur la pauvreté s'est tenue à Copenhague... Ceci dit, il serait plus qu'utile que chaque pays du monde se préoccupe de produire un rapport national sur le développement humain.

TRANSVERSALES SCIENCE CULTURE : Quels vous semblent être les

On consacre le principe de l'échange inégal et l'on propose de financer les retraites par les fonds de pension avec la course au rendement spéculatif que cela suppose.

apports plus spécifiques de la mission de Patrick Viveret sur cette question de la richesse ?

JEAN FABRE : D'abord, je me félicite du fait qu'il ait su trouver des alliés institutionnels pour appuyer dans son travail : cela permet de faire avancer la réflexion au sein même des corps constitués de l'État. Cela permet aussi d'ouvrir à terme des perspectives de réforme de la comptabilité nationale allant bien au-delà des simples « comptes satellites ». Nous avons besoin de nouveaux modèles pour concevoir la comptabilité des États à l'avenir. Permettez-moi un exemple. Lorsqu'une entreprise fait son bilan, ne met-elle pas en amortissement l'usure de son matériel et les investissements qu'elle va devoir réaliser pour rester à niveau ? Pourquoi donc, dès que l'on se place au niveau de l'État, oublie-t-on cela et n'introduit-on pas dans la comptabilité centrale la dégradation des ressources naturelles, et les investissements à prévoir pour renouveler les outils du développement ?

Autre apport de Patrick Viveret, l'intelligence de lier la réflexion et les expérimentations sociales, par exemple au niveau des monnaies et des systèmes d'échanges. On sort ainsi d'une démarche strictement académique pour entamer un processus. Et le mouvement associatif peut se saisir de ce travail pour avancer dans son exigence d'une véritable reconnaissance par les pouvoirs publics. Ces allers et retours entre réflexion et expérimentation vont tout à fait dans le sens de notre vision du développement humain : un processus continu, dans lequel les choses s'alimentent en permanence. Tant que l'on n'a pas fait l'expérience concrète que d'autres choix sont possibles, on reste dans la réflexion académique. C'est un vrai déclic que de voir qu'on peut vraiment changer les choses.

TRANSVERSALES SCIENCE CULTURE : Quels seraient les premiers leviers à actionner aujourd'hui ?

JEAN FABRE : Cette question de la représentation de la richesse ne peut pas bouger seulement à partir d'actions menées d'en haut. Il faut aussi qu'à la base les gens s'approprient les choses. Nous avons besoin de mobilisation et de débat public sur ces enjeux cruciaux. Je pense que la question des « biens publics » – donc celle des « maux publics » qui résultent de l'absence ou de l'insuffisance de ces biens – peut être un excellent terrain pour une appropriation de ces questions par les citoyens. Enfin, on ne fera pas l'économie d'un travail de fond vis-à-vis des médias et des journalistes. On trouve dans ce milieu beaucoup de gens très bien ; en même temps, collectivement, ils sont à la fois le reflet et le vecteur de l'idéologie dominante et de la vision du monde imposée